



**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des
soumissions\Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada
See herein for bid submission
instructions/
Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission**

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
10th Floor, 4900 Yonge Street
Toronto
Ontario
M2N 6A6

Title - Sujet Various Aggregate Materials	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6854-220260/A	Date 2022-04-11
Client Reference No. - N° de référence du client W6854-22-0260	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$TOR-024-8218
File No. - N° de dossier TOR-2-45001 (024)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-04-29 Heure Avancée de l'Est HAE	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brewster, Shannon	Buyer Id - Id de l'acheteur tor024
Telephone No. - N° de téléphone (647)273-1369 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: RPOU (Ontario) Borden CFB Borden Bldg P-154 16 Ramillies Rd Borden, Ontario, L0M 1C0	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu
- 1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des offres
- 2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 3.1 Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1. Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation financière
- 4.3 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec l'offre
- 5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

- 6.1 Offre
- 6.2 Exigences relatives à la sécurité
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée de l'offre à commandes
- 6.5 Responsables
- 6.6 Utilisateurs désignés
- 6.7 Instrument de commande
- 6.8 Limite des commandes subséquentes
- 6.9 Ordre de priorité des documents
- 6.10 Attestations et renseignements supplémentaires
- 6.11 Lois applicables
- 6.12 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Besoin
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Durée du contrat
- 6.4 Paiement
- 6.5 Instructions pour la facturation
- 6.6 Assurances
- 6.7 Clause du Guide des CCUA
- 6.8 Règlement des différends

Liste des annexes :

Annexe A Besoin

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6854-220260/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6854-220260

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-2-45001

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe B Base de paiement

Annexe C Formulaire de rapport d'utilisation de l'offre à commandes

Annexe 'D' de la partie 3 de la demande d'offres à commandes - Instruments de paiement électronique

Annexe 'E' de la partie 5 de la demande d'offres à commandes - Attestations additionnelle

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :
 - 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
 - 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent des besoins, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente constitue une demande d'offre à commandes (DOC) pour la fourniture de tous les matériaux, de l'équipement et de la main-d'œuvre nécessaires à l'approvisionnement et à la livraison (déversement) de divers agrégats, selon les besoins, au nom du ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes Borden, Unité des opérations immobilières, Borden, Ontario, Canada.

La livraison se fera à divers endroits de la Base des Forces canadiennes Borden et devra être effectuée dans les cinq (5) jours civils suivant la réception d'une commande subséquente.
- (b) Il est prévu d'émettre une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR). La période de l'offre à commandes s'étend du 1er juin 2022 au 31 mai 2023, avec la possibilité de prolonger l'offre à commandes de deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an.
- (c) La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion de la SCP offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6854-220260/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6854-220260

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-2-45001

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2006 (2020-05-28), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

L'article 21, Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission, des instructions uniformisées 2003 est modifié comme suit :

Supprimer : « 21 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre

Th Selon le Code de conduite pour l'approvisionnement, (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>) les offrants doivent répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC et le contrat subséquent, présenter des offres et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au Code de conduite pour l'approvisionnement. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable. »

Insérer : « 21 (2022-01-27) Code de conduite pour l'approvisionnement – offer

Selon le Code de conduite pour l'approvisionnement, (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/cca-ccp-fra.html>) les offrants doivent répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC et le contrat subséquent, présenter des offres et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au Code de conduite pour l'approvisionnement. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

- (d) Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer: 60 jours

Insérer: 90 jours

2.2 Présentation des offres

- (a) Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC:

Unité de réception des soumissions de la région de l'Ontario de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP) seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion de la SCP à l'adresse suivante:

TPSGC.oreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque: Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion de la SCP, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion de la SCP si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postel est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

- (b) En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

- (a) L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- (b) À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion de la SCP a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

Le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées.
- (c) En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent devraient :
- 1) Inclure toutes les certifications environnementales pertinentes pour votre organisation (p. ex., ISO 14001, Leadership in Energy and Environmental Design (LEED), Carbon Disclosure Project, etc.)
 - 2) Inclure toutes les certifications environnementales ou déclarations environnementales de produit (DEP) propres à votre produit ou service (p. ex., Forest Stewardship Council [FSC], ENERGYSTAR, etc.)

3.1.3 Section I: Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

3.1.4 Section II: Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.5 Paiement électronique de factures - offre

- (a) Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.
- (b) Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.
- (c) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.6 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

3.1.7 Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.2 Évaluation financière

- (a) L'offrant doit soumettre les prix conformément à l'annexe B - Base de paiement, avec son offre à la clôture des soumissions. Les prix doivent être soumis pour tous les articles.
- (b) Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables exclues, FAB destination, droits de douane et taxes d'accise canadiens inclus.
- (c) Le prix évalué sera le prix total évalué qui correspond au total cumulé de la période de l'offre à commandes - année 1, de la période de l'option de l'offre à commandes 1 - année 2, de la période de l'option de l'offre à commandes 2 - année 3 (toutes les taxes applicables en sus) de l'annexe B - Base de paiement. Le prix utilisé dans l'évaluation sera le Prix total évalué qui est calculé comme suit :

Pour chaque année, chaque catégorie, l'utilisation estimée de chaque poste sera multipliée par le Prix unitaire ferme pour déterminer le Prix estimé étendu pour ce poste. Le prix estimé étendu pour tous les postes sera totalisé pour déterminer le prix global aux fins de l'évaluation.

4.3 Méthode de sélection

Une offre doit être conforme aux exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site [Web d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe "A".

6.2 Exigences relatives à la sécurité

L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Le paragraphe 14 de la clause 2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : « 2005 14 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre à commandes

L'offrant accepte de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>) et d'être lié par ses dispositions pendant la période de l'offre à commandes et celle de tout contrat subséquent. »

Insérer : « 2005 14 (2022-01-27) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre à commandes

L'offrant accepte de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/cca-ccp-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/cca-ccp-fra.html>) et d'être lié par ses dispositions pendant la période de l'offre à commandes et celle de tout contrat subséquent. »

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée C. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 juin au 31 août
- deuxième trimestre : du 1 septembre au 30 novembre
- troisième trimestre : du 1 décembre au 28/29 février
- quatrième trimestre : du 1 mars au 31 mai

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 juin 2022 au 31 mai 2023.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour 2 Période d'un an période, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est:

Nom: Shannon Brewster
Titre: Spécialiste en approvisionnements
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Branche d'acquisitions
Adresse: 4900 Yonge Street, 10th Floor, Toronto, ON M2N 6A6
Téléphone: (647) 273-1369
Courriel: shannon.brewster@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet (*à remplir lors de l'attribution*)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom: _____
Titre: _____
Organisation: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____ - _____ - _____
Courriel: _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant (*à déterminer lors de l'attribution*)

Nom: _____
Organisation: _____
NEA: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Courriel: _____

6.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Ministère de la Défense nationale, Opérations immobilières, Détachement de Borden.

6.7 Instrument de commande

6.7.1 Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes (ii) ou (iii) ci-après.

(i) Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés

(ii) Les formulaires suivants sont disponibles au site Web Catalogue de formulaires :

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
- PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

(iii) Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants:

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

6.8 Limite des commandes subséquentes

6.8.1 Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 150,000.00 \$ (taxes applicables incluses).

6.8.2 Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes qui dépassent cette limite doivent être autorisées par l'autorité contractante avant d'être délivrées.

6.9 Ordre de priorité des documents

If there is a discrepancy between the wording of any documents that appear on the list, the wording of the document that first appears on the list has priority over the wording of any document that subsequently appears on the list.

- (a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) les articles de l'offre à commandes;
- (c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes – biens ou services;
- (d) les conditions générales 2010A (2021-12-02), Conditions générales : biens (complexité moyenne)
- (e) l'annexe A, Besoin;
- (f) l'annexe B, Base de paiement; et
- (g) l'offre de l'offrant en date du _____. (*à insérer lors de la délivrance*)

6.10 Attestations et renseignements supplémentaires

6.10.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.11 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.12 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

- (a) Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.
- (b) Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.
- (c) Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2010A (2021-12-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- (a) Le paragraphe 31 de la clause 2010A, Conditions générales - biens (complexité moyenne), est modifié comme suit :

Supprimer : « 31 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat

L'entrepreneur accepte de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>) et d'être lié par ses dispositions pendant la période du contrat. »

Insérer : « 31 (2022-01-27) Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat

L'entrepreneur accepte de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/cca-ccp-fra.html>) et d'être lié par ses dispositions pendant la période du contrat. »

- (b) Le paragraphe 32 de la clause 2010A, Conditions générales – biens (complexité moyenne), est ajouté comme suit :

2010A 32 (2021-11-04) Exigences contre le travail forcé

1. L'entrepreneur déclare et garantit que les travaux ne sont pas extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé. Peu importe qui agit à titre d'importateur, l'entrepreneur ne doit pas, pendant l'exécution du contrat, livrer au Canada ou importer au Canada, directement ou indirectement, des travaux constituant des articles dont l'importation est interdite selon le paragraphe 136(1) du Tarif des douanes et le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'annexe du Tarif des douanes (avec toutes ses modifications successives), parce qu'ils sont extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par le travail forcé.
2. Si un classement tarifaire est déterminé en vertu de la Loi sur les douanes et que l'importation de la totalité ou d'une partie des travaux est interdite, l'entrepreneur doit immédiatement en informer l'autorité contractante par écrit. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2010A 23 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si la totalité ou une partie des travaux est classée dans le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'annexe du Tarif des douanes comme étant extraite, fabriquée ou produite par du travail forcé. Si l'entrepreneur sait que les travaux, ou toute partie des travaux, font ou ont fait l'objet d'une enquête visant à déterminer s'ils sont interdits d'entrée en vertu du numéro tarifaire 9897.00.00, il doit immédiatement informer l'autorité contractante par écrit de cette enquête.
3. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2010A 23 – Manquement de la part de l'entrepreneur, s'il a des motifs raisonnables de croire que les travaux ont été extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé ou sont liés à la traite des personnes. Ces motifs peuvent comprendre:
 - a. Constatations ou ordonnances de refus de mainlevée du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, en vertu de la US Trade Facilitation and Trade Enforcement Act (disponible en anglais seulement) de 2015; ou
 - b. Preuves crédibles soumises par une source digne de foi, y compris, sans s'y limiter, des organismes non gouvernementaux.
4. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2010A 23 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable de

l'une des infractions suivantes inscrites au Code criminel ou dans la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés :

Code criminel

- i. article 279.01 (Traite des personnes);
- ii. article 279.011 (Traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);
- iii. paragraphe 279.02(1) (Avantage matériel – traite de personnes);
- iv. paragraphe 279.02(2) (Avantage matériel – traite de personnes de moins de dix-huit ans);
- v. paragraphe 279.03(1) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes);
- vi. paragraphe 279.03(2) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes de moins de dix-huit ans); ou

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

- vii. article 118 (Trafic de personnes).

- 5. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2010A 23 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable d'une infraction qui a été commise dans un pays autre que le Canada et qui, de l'avis du Canada, est semblable à l'une des infractions précisées aux paragraphes 4(i) à (vii).
- 6. Afin de déterminer si une infraction commise à l'étranger est semblable à une infraction répertoriée, TPSGC tiendra compte des facteurs suivants :
 - i. dans le cas d'une condamnation, si la cour a agi dans les limites de sa compétence;
 - ii. si le fournisseur s'est vu accorder le droit de comparaître devant la cour pendant la poursuite judiciaire ou de se soumettre à la compétence de la cour;
 - iii. si la décision de la cour a résulté d'une fraude; ou
 - iv. si le fournisseur a pu présenter à la cour toute défense à laquelle il aurait eu droit si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada.
- 7. Si le Canada a l'intention de résilier le contrat en vertu du présent article, il informera l'entrepreneur et lui donnera l'occasion de présenter des observations écrites avant de prendre une décision finale. Les observations écrites doivent être soumises dans les 30 jours suivant la réception d'un avis concernant des préoccupations, à moins que le Canada ne fixe un délai différent.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être achevés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.4 Paiement

6.4.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur recevra le(s) prix unitaire(s) ferme(s), tel(s) que spécifié(s) dans le document de commande subséquente. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée sont en sus, le cas échéant.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.4.2 Modalités de paiement

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6.4.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants à [*\(déterminer lors de l'attribution du contrat\)*](#)

- (i) Carte d'achat Visa ;

- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ; ou
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.5 Instructions pour la facturation

6.5.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6.5.2 Invoices must be distributed as follows:

- (a) Une (1) copie doit être envoyée par courriel au le chargé de projet pour certification et paiement.
Nom : (à insérer lors de l'attribution du contrat)
Courriel : (à insérer lors de l'attribution du contrat)
- (b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.6 Assurances

Clause du Guide des CCUA G1005C (2016-01-28) Assurance – aucune exigence particulière

6.7 Clauses du Guide des CCUA

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires

6.8 Dispute Resolution

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE A BESOIN

1. Les prix de la fourniture et de la livraison de l'objet du besoin, conformément à l'annexe A, doivent être fermes, exprimés en monnaie canadienne et comprendre les droits de douane, la taxe d'accise et les frais de livraison. La taxe de vente harmonisée, si elle s'applique, est en sus.
2. L'épandage des matériaux n'est pas nécessaire, sauf s'il est indiqué dans la commande subséquente.
3. La livraison des matériaux se fera à divers emplacements du ministère de la Défense nationale à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden. Une adresse ou un lieu de livraison précis sera indiqué dans la commande subséquente.

Article	Description des matériaux
1	Calcaire concassé, matériau granulaire B, type 2
2	Gravier pour béton 200-27640, divers, qualité supérieure, conforme au formulaire 1002 du MTC, pierres concassées de 5/8 po
3	Sable de construction anguleux pour briques 200-7890, conforme au formulaire 1004 du MTC
4	Gravier lavé de 19 mm (3/4 po)
5	Gravier lavé d'une seule grosseur de 50 mm
6	Éclats de pierre calcaire 200-4715, poussière de pierre
7	Calcaire de carrière concassé 200-07992, de 16 mm, type A, conforme au formulaire 1010 du MTC -07992
8	Calcaire pour enrochement de 150 mm à 300 mm (6 po à 12 po)
9	Calcaire concassé pour enrochement, de 100 mm à 150 mm (4 po à 6 po)
10	Calcaire pur concassé 200-7900, de 5/8 po
11	Matériau granulaire A tout venant, selon l'OPSS 1010, produit à partir de dépôt de gravier naturel
12	Gravier concassé en carrière aux granulats de classe A de 19 mm (3/4 po) conforme au formulaire 1010 du MTC
13	Gravier de catégorie B, type II, de 50 mm ou moins, conforme au formulaire 1010 du MTC
14	Argile bleue lourde pour sites d'enfouissement, avec coefficient de conductivité hydraulique (K) de 10 nég, 7 cm/s ou mieux
15	Terre végétale, tamisée. (Définition : Mélange de particules minérales, de micro-organismes et de matières organiques, constituant un milieu propice à la croissance végétale désirée. Friable, composé ni d'argile lourde ni de sable très fin. Consistera d'au moins 28 à 50 % de sable, 7 à 25 % d'argile, 28 à 50 % de limon et contiendra de 5 à 10 % de matière organique en poids. La terre végétale doit être exempte de sous-sols, racines, végétaux, débris, substances toxiques et pierres de plus de 20 mm.).
16	Mélange de sable argileux 50/50
17	Épandage (par tonne métrique de matériau commandé)

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Les prix de la fourniture et de la livraison de l'objet du besoin, conformément à l'annexe A, doivent être fermes, exprimés en monnaie canadienne et comprendre les droits de douane, la taxe d'accise et les frais de livraison. La taxe de vente harmonisée, si elle s'applique, est en sus.

Remarque à l'intention des offrants : Tous les renseignements en italique et les lignes surlignées en gris seront supprimés de l'offre à commandes subséquente.

Les utilisations estimatives indiquées dans le présent document visent uniquement l'établissement d'un outil d'évaluation et elles sont seulement fondées sur l'estimation la plus juste possible; elles ne témoignent aucunement de l'utilisation réelle prévue ou de quelque engagement que ce soit de la part de l'État. Les quantités figurant aux présentes reflètent l'usage prévu pour une (1) année et constituent une estimation de bonne foi du besoin. L'OC ne dépassera pas les matériaux réellement commandés.

1. Durée de l'offre à commandes – Année 1: 1 juin, 2022 au 31 mai 2023

Catégorie 1 – Prix fermes par tonne métrique de matériau

		A	B	C
#	Description	Usage estimatif (en tonnes métriques)	Prix unitaire ferme	Prix calculé estimative (AxB)
1	Calcaire concassé, matériau granulaire B, type 2	50	\$	\$
2	Gravier pour béton 200-27640, divers, qualité supérieure, conforme au formulaire 1002 du MTC, pierres concassées de 5/8 po	50	\$	\$
3	Sable de construction anguleux pour briques 200-7890, conforme au formulaire 1004 du MTC	50	\$	\$
4	Gravier lavé de 19 mm (3/4 po)	1000	\$	\$
5	Gravier lavé d'une seule grosseur de 50 mm	20	\$	\$
6	Éclats de pierre calcaire 200-4715, poussière de pierre	50	\$	\$
7	Calcaire de carrière concassé 200-07992, de 16 mm, type A, conforme au formulaire 1010 du MTC -07992	20	\$	\$
8	Calcaire pour enrochement de 150 mm à 300 mm (6 po à 12 po)	700	\$	\$
9	Calcaire concassé pour enrochement, de 100 mm à 150 mm (4 po à 6 po)	700	\$	\$
10	Calcaire pur concassé 200-7900, de 5/8 po	20	\$	\$
11	Matériau granulaire A tout venant, selon l'OPSS 1010, produit à partir de dépôt de gravier naturel	1000	\$	\$
12	Gravier concassé en carrière aux granulats de classe A de 19 mm (3/4 po) conforme au formulaire 1010 du MTC	2000	\$	\$
13	Gravier de catégorie B, type II, de 50 mm ou moins, conforme au formulaire 1010 du MTC	2000	\$	\$
14	Argile bleue lourde pour sites d'enfouissement, avec coefficient de conductivité hydraulique (K) de 10 nég, 7 cm/s ou mieux	2000	\$	\$
15	Terre végétale, tamisée (conformément à l'annexe A)	400	\$	\$
16	Mélange de sable argileux 50/50	500	\$	\$
17	Épandage (par tonne métrique de matériau commandé)	800	\$	\$
Catégorie 1 – Prix calculé total :				\$

Catégorie 2 : escomptes-seuils sur les articles divers

		A	B	C
#	Description	Usage estimatif	Pourcentage d'escompte	Prix calculé estimatif (AxB)
1	Tous les autres articles disponibles ne paraissant pas à la Base de paiement A et non disponibles au moyen d'autres OC seront fournis aux prix énoncés dans la liste de prix de détail publiée, en cours, du fabricant, moins un escompte.	1,000.00 \$	%	\$
Catégorie 1 – Prix calculé total :				\$
Prix calculé total pour la période de l'offre à commandes – Année 1: (Catégorie 1 + Catégorie 2)				\$

2. Période d'option 1 de l'offre à commandes – Année 2: 1 juin 2023 au 31 mai 2024

Catégorie 1 – Prix fermes par tonne métrique de matériau

#	Description	A	B	C
		Usage estimatif (en tonnes métriques)	Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif (AxB)
1	Calcaire concassé, matériau granulaire B, type 2	50	\$	\$
2	Gravier pour béton 200-27640, divers, qualité supérieure, conforme au formulaire 1002 du MTC, pierres concassées de 5/8 po	50	\$	\$
3	Sable de construction anguleux pour briques 200-7890, conforme au formulaire 1004 du MTC	50	\$	\$
4	Gravier lavé de 19 mm (3/4 po)	1000	\$	\$
5	Gravier lavé d'une seule grosseur de 50 mm	20	\$	\$
6	Éclats de pierre calcaire 200-4715, poussière de pierre	50	\$	\$
7	Calcaire de carrière concassé 200-07992, de 16 mm, type A, conforme au formulaire 1010 du MTC -07992	20	\$	\$
8	Calcaire pour enrochement de 150 mm à 300 mm (6 po à 12 po)	700	\$	\$
9	Calcaire concassé pour enrochement, de 100 mm à 150 mm (4 po à 6 po)	700	\$	\$
10	Calcaire pur concassé 200-7900, de 5/8 po	20	\$	\$
11	Matériau granulaire A tout venant, selon l'OPSS 1010, produit à partir de dépôt de gravier naturel	1000	\$	\$
12	Gravier concassé en carrière aux granulats de classe A de 19 mm (3/4 po) conforme au formulaire 1010 du MTC	2000	\$	\$
13	Gravier de catégorie B, type II, de 50 mm ou moins, conforme au formulaire 1010 du MTC	2000	\$	\$
14	Argile bleue lourde pour sites d'enfouissement, avec coefficient de conductivité hydraulique (K) de 10 nég, 7 cm/s ou mieux	2000	\$	\$
15	Terre végétale, tamisée (conformément à l'annexe A)	400	\$	\$
16	Mélange de sable argileux 50/50	500	\$	\$
17	Épandage (par tonne métrique de matériau commandé)	800	\$	\$
Catégorie 1 – Prix calculé total :				\$

Catégorie 2 : escomptes-seuils sur les articles divers

#	Description	A	B	C
		Usage estimatif	Pourcentage d'escompte	Prix calculé estimatif (AxB)
1	Tous les autres articles disponibles ne paraissant pas à la Base de paiement A et non disponibles au moyen d'autres OC seront fournis aux prix énoncés dans la liste de prix de détail publiée, en cours, du fabricant, moins un escompte.	1,000.00 \$	%	\$
Catégorie 2 – Prix calculé total :				\$
Période d'option 1 de l'offre à commandes – Année 2: (Catégorie 1 + Catégorie 2)				\$

3. Période d'option 2 de l'offre à commandes – Année 3: 1 juin 2024 au 31 mai 2025**Catégorie 1 – Prix fermes par tonne métrique de matériau**

#	Description	A	B	C
		Usage estimatif (en tonnes métriques)	Prix unitaire ferme	Prix calculé estimative (AxB)
1	Calcaire concassé, matériau granulaire B, type 2	50	\$	\$
2	Gravier pour béton 200-27640, divers, qualité supérieure, conforme au formulaire 1002 du MTC, pierres concassées de 5/8 po	50	\$	\$
3	Sable de construction anguleux pour briques 200-7890, conforme au formulaire 1004 du MTC	50	\$	\$
4	Gravier lavé de 19 mm (3/4 po)	1000	\$	\$
5	Gravier lavé d'une seule grosseur de 50 mm	20	\$	\$
6	Éclats de pierre calcaire 200-4715, poussière de pierre	50	\$	\$
7	Calcaire de carrière concassé 200-07992, de 16 mm, type A, conforme au formulaire 1010 du MTC -07992	20	\$	\$
8	Calcaire pour enrochement de 150 mm à 300 mm (6 po à 12 po)	700	\$	\$
9	Calcaire concassé pour enrochement, de 100 mm à 150 mm (4 po à 6 po)	700	\$	\$
10	Calcaire pur concassé 200-7900, de 5/8 po	20	\$	\$
11	Matériau granulaire A tout venant, selon l'OPSS 1010, produit à partir de dépôt de gravier naturel	1000	\$	\$
12	Gravier concassé en carrière aux granulats de classe A de 19 mm (3/4 po) conforme au formulaire 1010 du MTC	2000	\$	\$
13	Gravier de catégorie B, type II, de 50 mm ou moins, conforme au formulaire 1010 du MTC	2000	\$	\$
14	Argile bleue lourde pour sites d'enfouissement, avec coefficient de conductivité hydraulique (K) de 10 nég, 7 cm/s ou mieux	2000	\$	\$
15	Terre végétale, tamisée (conformément à l'annexe A)	400	\$	\$
16	Mélange de sable argileux 50/50	500	\$	\$
17	Épandage (par tonne métrique de matériau commandé)	800	\$	\$
Catégorie 1 – Prix calculé total :				\$

Catégorie 2 : escomptes-seuils sur les articles divers

#	Description	A	B	C
		Usage estimatif	Pourcentage d'escompte	Prix calculé estimatif (AxB)
1	Tous les autres articles disponibles ne paraissant pas à la Base de paiement A et non disponibles au moyen d'autres OC seront fournis aux prix énoncés dans la liste de prix de détail publiée, en cours, du fabricant, moins un escompte.	1,000.00 \$	%	\$
Category 2 Total Extended Price:				\$
Période d'option 2 de l'offre à commandes – Année 3: (Catégorie 1 + Catégorie 2)				\$
Prix calculé total: (Durée de l'offre à commandes – Année 1+ Période d'option 1 de l'offre à commandes – Année 2 + Période d'option 2 de l'offre à commandes – Année 3)				\$

ANNEXE C

FORMULAIRE DE RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

(Le rapport doit comprendre les renseignements suivants.)

L'offrant comprend qu'il est de sa responsabilité de mettre en place un système de suivi de toutes les commandes subséquentes à cette offre à commandes afin de fournir des rapports d'utilisation.

Les rapports doivent être soumis au responsable de l'offre à commandes à l'adresse suivante : shannon.brewster@pwgsc.gc.ca tous les trimestres, au plus tard 15 jours civils après la période de rapport. Si aucun bien n'est commandé au cours d'une période donnée, l'offrant doit quand même fournir un rapport « NUL ».

Les rapports doivent comprendre ce qui suit :

Nom de l'offrant et coordonnées :			
Titre de l'offre à commandes :		Titre de l'offre à commandes :	
Période de l'OC (dates de début et de fin) :			
Valeur total à ce jour (\$) :		Valeur total à ce jour (\$) :	
No de la commande subséquente	No de la commande subséquente	No de la commande subséquente	No de la commande subséquente

Voir la partie 6A, article 6.3.2.

RAPPORT NUL : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pour cette période.

Le RAPPORT FINAL doit comprendre une liste indiquant les articles réquisitionnés qui représentent approximativement la valeur totale de toutes les commandes subséquentes.

ANNEXE 'D' DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE 'E' DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
ATTESTATIONS ADDITIONNELLE

1. Conseil d'administration

Conformément à l'article 5.2.1, Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée de la partie 5, Attestations et renseignements supplémentaires, la documentation requise qui doit être fournie est la liste complète de toutes les personnes qui sont actuellement des administrateurs de l'offrant avant l'attribution du contrat. Les offrants doivent présenter cette information dans leur offre.

Nom de l'administrateur - _____	Titre : _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____

2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la Section 02, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des 2006 (2019-03-04) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. . Ils doivent fournir leur NEA dans leur soumission.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - _____

Si un fournisseur ne possède pas une NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs. Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.